



INTERVIEW ERNEST PIRSCH, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES ARTISANS

# « Nos priorités sont celles des entreprises. »

Le premier juillet, l'assemblée générale de la Fédération des Artisans a élu Ernest Pirsch pour prendre la relève de Michel Reckinger à la Présidence de la Fédération des Artisans. Son engagement au sein d'organisations d'employeurs remonte à plus de 20 ans.

**Qu'est-ce qui vous a initialement motivé à défendre la cause commune et de continuer de le faire aujourd'hui à un autre niveau ?**

Ensemble avec ma sœur, nous sommes patrons d'une entreprise familiale et en tant que tels on apprend à prendre ses responsabilités. Pour moi, cela implique bien sûr la pérennité de l'entreprise et de nos emplois, mais aussi une certaine responsabilité sociétale. Il était donc évident que je m'engage dans ce secteur d'autant plus que les PME jouent un rôle important pour notre société. Nous avons une vision sur le long terme, on est proche de notre clientèle et on a un fort enracinement local. Ce sont des valeurs que je partage avec beaucoup de mes confrères et consœurs artisans.

---

**« A ce jour nous comptons 33 associations professionnelles qui sont réunies sous le toit de la Fédération des Artisans. »**

---

La Fédération des Artisans est l'organisation qui représente l'ensemble des métiers et entreprises. C'est aussi au sein de cette organisation que les différents secteurs s'échangent, et définissent leurs positions communes. Si l'artisanat veut avoir sa place à la table où sont prises les décisions, il faut nous organiser. Personne d'autre ne le fera à notre place. Il faut savoir qu'au sein de la Fédération des Artisans et de la trentaine d'associations membres, on ne compte pas moins de 300 chefs d'entreprises qui s'investissent bénévolement pour les intérêts de leurs métiers. Dans une société comme la nôtre on ne peut pas se contenter d'une place de spectateur.

On doit être présent, s'investir et être une force de proposition pour faire avancer les dossiers qui nous concernent en tant qu'artisanat. L'artisanat est un secteur qui compte 8.000 entreprises et 100.000 salariés ce qui fait de nous le premier employeur du pays. Cela est une responsabilité pour nous en tant qu'employeurs, mais aussi pour le législateur qui encadre nos activités.

En exerçant mes différents mandats j'ai constaté que cet engagement fait une différence. Faire remonter l'expérience du terrain, apprécier ce qui est réaliste ou non, fait la différence. Nous ne sommes pas des politiques, mais la politique doit prendre ses décisions en connaissance de cause et c'est là notre mission.

**En tant que président de la FDA vous représentez l'ensemble des entreprises artisanales. Est-ce une situation à laquelle vous devez vous adapter ?**

Oui et non. En tant que Vice-Président j'étais toujours associé aux discussions et cela m'a permis d'avoir une vision assez large de l'artisanat, des défis et des problèmes qui se posent dans les différents secteurs. On doit aussi dire que les entreprises artisanales se ressemblent indépendamment des secteurs dans lesquels elles sont actives.

On est presque toutes des PME, souvent des entreprises familiales.

D'un côté on est flexible, nous réagissons rapidement aux attentes du marché et de notre clientèle. D'un autre côté on partage les mêmes problèmes. Manque de main d'œuvre, panne de rentabilité, enracinement local, encadrement administratif qui ne correspond pas aux structures d'une PME et une politique qui n'est pas forcément small business friendly.

Je vois mon rôle de président comme rassembleur d'idées, d'intérêts et d'initiatives pour faire avancer l'artisanat et le rôle qu'on joue dans l'économie et le tissu social de notre pays.

**Comment voyez-vous le rôle de la FDA ?**

A ce jour nous comptons 33 associations professionnelles qui sont réunies sous le toit de la Fédération des Artisans. Nous représentons donc tous le spectre de l'artisanat au Luxembourg. Au sein de ces associations professionnelles, les chefs d'entreprises bénévoles définissent les positions concernant leurs métiers, s'occupent de la formation, de la formation continue, du cadre législatif et réglementaire, des relations avec les syndicats et des tendances qui risquent d'impacter les métiers et les entreprises.

« La politique devrait prendre davantage en considération que nous sommes des PME et que nous ne pouvons pas supporter une charge administrative sans cesse croissante qui prend du temps, des ressources et coûte de l'argent que nous n'avons pas. »





Au niveau de la FDA nous encadrons ces travaux via notre secrétariat qui compte une vingtaine de collaborateurs et nous couvrons les dossiers horizontaux, comme le droit du travail, la sécurité sociale, la compétitivité des entreprises. Nous représentons l'artisanat au sein de l'organisation des employeurs UEL, envers la politique, les administrations et envers les syndicats comme partenaire social au niveau national.

Le rôle est donc de rassembler les acteurs de la filière, de structurer les discussions, de dégager des positions et des consensus, et de les porter dans les arènes où les discussions sont menées. Notre but est de faire entrer la perspective des PME dans les discussions qui nous concernent.

Nous sommes aussi une plateforme d'échange entre entrepreneurs. Il est très réconfortant de savoir que nous ne sommes pas le seul à devoir faire face à tels et tels problèmes. Très souvent les échanges avec les confrères apportent déjà des éléments de solution.

A travers notre secrétariat, nous pouvons aussi offrir une panoplie de services à nos entreprises membre, comme

p.ex. des conseils juridiques, des informations et conseil en relations avec les différentes activités.

**Actuellement on parle beaucoup de lobbyisme et d'une prise d'influence du secteur économique. Est-ce qu'il s'agit d'un réel enjeu ?**

Tout d'abord nous ne sommes pas des politiciens et nous ne sommes pas là pour prendre des décisions. Toujours est-il que les décisions politiques entraînent des répercussions directes sur nos entreprises. C'est pourquoi, il est tout à fait légitime pour chaque intérêt organisé de participer au débat politique pour informer les élus sur l'étendue et les conséquences positives ou négatives de leurs décisions sur notre activité.

Certains pensent que la politique devrait être complètement détachée de chaque réalité économique et que les mandataires devraient écouter leur for intérieur pour prendre la bonne décision. Cela brise avec l'approche traditionnelle du partenariat social à la luxembourgeoise, qui est basé sur un constant échange entre employeur, syndicats et gouvernement. En plus, les échanges avec la politique sont fortement institutionnalisés et ritualisés par le fameux

partenariat social où tout est discuté en mode tripartite, càd entre gouvernement, employeurs et syndicats.

Malheureusement, il est un fait que chaque euro que l'État veut dépenser doit être gagné par les acteurs économiques. Si on veut une politique sociale généreuse, de bonnes infrastructures, un système de santé performant, il faut une économie et des entreprises dynamiques. C'est notamment pour cela que le dialogue est important.

### **Selon vous, quels sont les défis auxquels sont confrontés les entreprises artisanales ?**

Il y a certes des différences entre les secteurs ou par rapport au cycle de vie dans lequel l'entreprise se situe.

Un phénomène qui nous concerne tous est le manque de rentabilité. Il faut savoir que les PME luxembourgeoises, hors secteur financier sont les moins rentables d'Europe. Cela pose des problèmes de capitalisation, fait que beaucoup d'entreprises ne peuvent pas faire les investissements nécessaires, ont des problèmes à accéder au financement.

Les entreprises sont également touchées par la pénurie de terrains au même titre que les particuliers. Une jeune entreprise aura beaucoup de mal à acquérir ou même de louer les surfaces nécessaires à son activité. À l'heure des transmissions d'entreprises, les surfaces changeront souvent d'affectation en devenant du logement au lieu d'accueillir une nouvelle génération d'entrepreneurs. Cela est aussi une conséquence du manque de rentabilité.

La FDA a demandé au ministre de Classes moyennes d'étudier les facteurs qui contribuent à cette situation et de trouver des remèdes.

La politique devrait prendre davantage en considération que nous sommes des PME et que nous ne pouvons pas supporter une charge administrative sans cesse croissante qui prend du temps, des ressources et coûte de l'argent que nous n'avons pas. C'est bien de parler de simplification lors des discours du dimanche, mais il faut sérieusement la promouvoir les autres jours de la semaine.

### **Quelles sont les priorités que vous vous êtes fixés pour votre mandature ?**

La rentabilité est une préoccupation. Nous sommes dans une phase où les entreprises doivent investir massivement pour rester compétitives : transition énergétique, digitalisation, formation. Tout cela est nécessaire, mais coûte de l'argent que nous n'avons pas, dans un environnement qui en plus reste incertain.

Au niveau politique il est primordial d'éviter des charges supplémentaires pour les PME. Que ce soit une charge administrative, des actions au niveau du droit du travail ou de la fiscalité.

Le manque de main d'œuvre est une autre priorité. La formation professionnelle n'arrive pas à combler le besoin en main d'œuvre de la part des entreprises. C'est aussi là que joue la concurrence de l'Etat et des communes qui débauchent les jeunes gens qu'on a formés dans l'entreprise.

---

**« La transition énergétique sera uniquement une success story du point de vue climatique si elle sera une success story du point de vue économique. Sans ça on risque d'affaiblir l'UE sans majeur impact sur le climat global. »**

---

Le réservoir de la Grande-Région est en train de se tarir. D'un côté nous misons beaucoup sur la formation professionnelle continue, pour monter en compétence nos salariés, mais aussi pour former des profils qui peuvent prendre en charge des missions précises dans l'entreprise. À moyen et long terme, la digitalisation et l'automatisation pourront augmenter la productivité des entreprises tout en sachant que le facteur humain restera prédominant dans l'artisanat.

La transition énergétique apporte des chances, mais pose aussi beaucoup de défis aux entreprises artisanales. L'efficacité énergétique et les énergies renouvelables et l'électromobilité sont des marchés d'avenir, mais pour l'entreprise cela demande en première ligne des investissements et peut-être même une remise en question du business model. Le gouvernement doit aider les entreprises à franchir le pas.

La transition énergétique sera uniquement une success story du point de vue climatique si elle sera une success story du point de vue économique. Sans cette adéquation on risque d'affaiblir l'UE sans majeur impact sur le climat global.

Au niveau de la Fédération des Artisans nous souhaitons encore intensifier les échanges et la collaboration entre les différents acteurs, afin d'inclure et de faire participer un maximum d'entreprises à nos projets.

Un autre dossier est celui des indépendants qui sont massivement défavorisés par rapport aux salariés, en ce qui concerne le droit social et le droit du travail. Ceci est devenu particulièrement apparent lors de la pandémie. Les indépendants n'ont pas eu droit à un salaire de remplacement, alors que les entreprises étaient fermées. Les chambres professionnelles ont fait des propositions pour remédier à cette discrimination et nous nous attendons à du concret de la part du gouvernement.

C'est un grand défi, mais dès lors que nous pouvons compter sur le soutien de nos membres je suis très confiant sur le fait de faire bouger les choses dans l'intérêt de nos entreprises et que l'artisanat restera le secteur dynamique qu'il est aujourd'hui.

